

Déclaration Sud Éducation Basse-Normandie

CHSCT-A du 19 juin 2020

Madame la Présidente du CHSCT A,

Dans l'éducation, la crise sanitaire a mis en lumière tout ce qui ne fonctionne pas, tout ce qui ne fonctionne plus : les conditions de travail et d'enseignement dégradées, la sélection qui aggrave les inégalités sociales quand l'école devrait les combattre, l'abandon de l'égalité territoriale avec une école décentralisée à l'échelon le plus local, l'autoritarisme et le mépris de l'institution envers les personnels... obligeant chacun·e de nous à prendre position.

Et il y a eu et il y a les innombrables injonctions de dernière minute : les écoles ne fermeront pas, puis elles fermeront dès lundi. Seuls quelques niveaux reviennent, ah non, sur Caen, c'est tout le monde ! Pas de conseil d'école, ah si des conseils d'école. Pas de masques, des masques, des masques seulement dans certaines situations... Tout le monde a dû s'adapter, faire face aux consignes et sollicitations de la veille pour le lendemain.

Aujourd'hui, nous ne savons toujours pas à quoi ressemblera le 22 juin...les équipes restent sans nouvelle de leur chef de service puis reçoivent un premier protocole sanitaire allégé le 17 juin avec dès le lendemain un rectificatif alors que le guide est daté du 14 juin, jour de l'allocution du Président, mais les équipes demeurent, à ce jour, toujours sans nouvelles de leur chef de service !!!

Aujourd'hui, nous savons encore moins à quoi ressemblera le mois de septembre ! En plus d'une incompétence notoire, cela révèle le mépris et l'autoritarisme grimant dans notre institution qui conduit inévitablement à des RPS. C'est pourquoi, les membres représentants des personnels au titre de Sud Éducation demandent dès aujourd'hui l'organisation de visites, dès la rentrée prochaine, dans un cadre de prévention des risques, pour analyser l'organisation du travail liée au COVID et les impacts sur la santé physique et mentale des agent-es (enseignants, administratifs, AESH, AED, service de la santé, de direction...) et leurs conditions de travail.

Rappelons à ce propos que nous sommes toujours contre la création d'emploi fonctionnel de directeur ou directrice d'école, contre le recrutement de chef-fes d'établissement issu-es du privé et nous resterons contre un avancement à un pseudo mérite.

Pourtant, on entend que l'école d'après COVID ne pourra plus être comme l'école d'avant, que nous devons nous habituer à vivre avec ce danger.

Plus que jamais, notre revendication de 20 élèves par classe est d'actualité. Et cela permettrait de recruter davantage de personnels dont nous manquons cruellement.

Une rentrée sereine en septembre, c'est maintenant que ça devrait se préparer ! Au lieu de ça, le ministère fait comme s'il ne s'était rien passé et qu'aucun protocole ne sera nécessaire à la rentrée. Allez, hop ! On repart comme avant avec au programme : classes surchargées et suppressions de postes, de moyens (brigades, PDMQC...), évaluation des élèves dans un souci de performance. Si nous devons évaluer les objectifs de gestion de cette crise sanitaire par notre ministère, nous cocherions la case « dépassée » tant l'incurie est grande !!!...L'austérité est toujours à l'ordre du jour des services publics en général, et de l'Éducation en particulier. Bref, retour au monde d'avant !

Surtout ne rien changer donc, pour pouvoir continuer à détruire le système public d'éducation à coup de politique de rigueur et poursuivre la dégradation des conditions de travail des personnels. Même des hauts fonctionnaires critiquent le management dans l'Éducation Nationale en se demandant jusqu'où nous irons comme ça. Madame la Présidente, comme nous aurions voulu vous voir signer cette fameuse tribune, avoir de l'aide quand nous en avons besoin, ne pas subir de nouvelles réorganisations et injonctions parmi lesquelles : animation pédagogique, LSU, 2S2C, accueil réorganisé toutes les semaines, évaluation des stagiaires, des T1 et même des T2, jusqu'à cette décision brutale et honteuse de profiler des postes à l'école Freinet d'Hérouville-Saint-Clair, au lieu de contribuer au retour à un fonctionnement harmonieux du service ...

En agissant ainsi, vous faites le choix de faire, à la fois, sans nous et contre nous, personnels de l'Éducation Nationale.